

Prélèvements et Analyses de terres, boues, sédiments, eaux sur le réseau routier national géré par la DIR Nord

Lot n°1 :

Prélèvements de terres, de boues, de sédiments et des eaux sur le réseau routier national de la DIR Nord

Lot n°2 :

Analyses de terres, de boues, de sédiments et des eaux sur le réseau routier national de la DIR Nord

PGCSPS

Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé

<u>Maître d'Ouvrage</u>	<u>Coordonnateur SPS</u>
Etat – Ministère du partenariat avec les territoires et de la décentralisation Direction Interdépartementale des Routes du Nord 44 ter rue Jean Bart CS 20275 59019 LILLE cedex Tel : 03 20 49 63 44	CS-BTP Centre d'Affaires Reims – Bezannes 7 rue Pierre Salmon 51430 BEZANNES Tel : 03 52 74 08 97

TABLEAU DES MISES A JOUR

Date	Observations / Modifications	Indice	Coordonnateur
13 janvier 2025	PGC initial.	A	Hervé LIN-CHAN

Dossier CS-BTP : CS-2025-DO-0005

SOMMAIRE

0. Préambule	3
0.1. Réglementation	3
0.2. Principes généraux de prévention	3
0.3. Dispositions générales à toutes les entreprises	3
0.4. Contraintes de l'opération et obligations de l'entrepreneur.....	4
1. Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable	4
1.1. Renseignements relatifs à la déclaration préalable	4
1.2. Déclaration d'ouverture de chantier	4
1.3. Urgences concessionnaires	5
1.4. Réseaux des concessionnaires et exploitants de réseaux	5
2. Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'oeuvre en concertation avec le coordonnateur	5
2.1. Installations générales de chantier	5
3. Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent.....	5
3.1. Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales	5
3.2. Conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles	5
3.3. Délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses	6
3.4. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres	6
3.5. Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés	6
3.6. Utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale	6
3.7. Mesures prises en matière d'interactions sur le site.	7
3.8. Modalités de coopération entre les entreprises et avec le coordonnateur SPS.....	7
3.9. Horaires de chantier	7
3.10. Modes opératoires.....	7
3.11. Protection incendie	7
3.12. Intoxications d'origines diverses	7
3.13. Bactéries et virus	8
3.14. Encadrement des travailleurs	8
3.15. Désignation d'un chargé de l'hygiène, de sécurité et de l'environnement	8
3.16. Agent de trafic	8
3.17. Aptitudes du travailleur	8
3.18. Travail isolé interdit.....	8
3.19. Habilitation électrique	8
3.20. Compétences AIPR	8
3.21. Travaux en milieu confiné et formation CATEC.....	8
3.22. Autorisation de conduite	8
3.23. Utilisation des engins de chantier	8
3.24. Protection et balisage	9
3.25. Protections collectives	9
3.26. Protections propres aux entreprises	9
3.27. Protections individuelles	9
3.28. Bruit.....	9
3.29. Nuisances atmosphériques et environnementales	9
3.30. Conditions météorologiques	9
3.31. Conformité du matériel et de l'outillage	9
3.32. Produits hydrocarbures	9
3.33. Matériaux contenant de l'amiante.....	10
3.34. Matériaux contenant du plomb	10
3.35. En cas de découverte d'engin de guerre	10
3.36. Analyse des risques	10
3.37. Enoncé des risques et mesures de prévention et sujétions.....	10
4. Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier	12
4.1. Occupation du domaine public	12
4.2. Protection des tiers.....	12
4.3. Gabarit de la circulation.....	12
4.4. Travaux concomitants	12
4.5. Circulation automobile des usagers et signalisation temporaire	12
4.6. Travaux à proximité de la voie circulée	12
5. Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant ...	12
5.1. Locaux du personnel	12
6. Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.....	13
6.1. Services de secours et hôpital.....	13
6.2. Affichages des consignes de sécurité et des numéros d'urgence	13
6.3. Accès des secours	13

6.4.	Boite à pharmacie.....	13
6.5.	Téléphone de chantier.....	13
6.6.	Organisation des secours.....	13
6.7.	En cas d'accident.....	13
7.	Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants	14
7.1.	Livres et prestataires de service.....	14
7.2.	Nouveaux arrivants.....	14
7.3.	Personnel intérimaire.....	14
7.4.	Travailleurs détachés	14
7.5.	Sujétions dues à la présence simultanée d'entreprises différentes sur le chantier.....	14
8.	Annexe : matériel, documents et affichages sur le chantier	14

0. Préambule

La présente opération justifie la mise au point préalable d'une organisation permettant l'exécution des travaux dans les meilleures conditions tant pour les entrepreneurs que pour le respect des règles d'hygiène de sécurité et de santé des intervenants et des tiers.

Le présent PGCSPS fixe les mesures minimales à observer et est évolutif à l'avancement des études et des travaux dans le but d'améliorer la prévention.

0.1. Règlementation

Il est rappelé qu'en matière d'hygiène et de sécurité c'est le livre II - titres II et III "hygiène et sécurité du travail" du code du travail qui est applicable.

Les documents ci-après constituent la liste non exhaustive des textes de référence :

La loi 93-1418 du 31 décembre 1993 (transposition de la directive du conseil des communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992) ;

Le décret 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail ;

Le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié et ses textes d'application (circulaire du 29 mars 1965) ; Décrets modificatifs : 81-989 du 30 octobre 1981, 93-41 du 11 janvier 1993 et 95-607 du 6 mai 1995 ;

Le décret n° 47-1592 du 23 août 1947 modifié intéressant les mesures de sécurité relatives aux appareils de levage autre que les ascenseurs et monte-charge ; Décrets modificatifs : 50-1121 du 9 septembre 1950, 62-1028 du 18 août 1962, 89-78 du 7 février 1989, 93-41 du 11 janvier 1993 et 95-607 du 6 mai 1995 ;

Le décret 98-104 du 2 décembre 1998. "Mesures d'organisation, conditions de mise en œuvre et prescriptions techniques auxquelles est subordonnée l'utilisation des équipements de travail" ;

Le décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 modifié réglementant la protection des travailleurs, en regard des risques électriques ; Décret modificatif : 95-607 du 6 mai 1995 ;

Le décret n° 87-231 du 27 mars 1987 concernant les prescriptions particulières de protection relatives à l'emploi des explosifs dans les travaux de bâtiment, les travaux publics et les travaux agricoles ;

L'Instruction interministérielle sur la signalisation routière : Livre I, signalisation des routes, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée. Livre II, signalisation des autoroutes ;

L'arrêté du 5 mars 1993 modifié le 4 juin 1993 soumettant certains équipements de travail à des vérifications générales périodiques ;

L'arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des équipements de protection individuelle qui doivent faire l'objet des vérifications générales périodiques prévues à l'article R.4323-99, R.4323-101 à R.4323-103, R.4535-7 et R.4721-12 du code du travail.

0.2. Principes généraux de prévention

Articles L.4121-1, L.4121-2, L.4121-3 et L.4531-1, L.4531-2, L.4531-3 du Code du Travail.

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le coordonnateur et l'entrepreneur doivent, tant au cours de la phase de conception d'étude, d'élaboration du projet que pendant la réalisation des ouvrages, pour assurer la sécurité des travailleurs y compris les travailleurs temporaires, respecter les principes généraux de prévention énumérés ci-dessous :

- a - éviter les risques,
- b - évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
- c - combattre les risques à la source,
- d* - adapter le travail à l'homme
- e - tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- f - remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui est moins dangereux,
- g - planifier la prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants,
- h - prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
- i* - donner les instructions appropriées aux travailleurs.

(*relèvent uniquement de la responsabilité de l'entrepreneur)

0.3. Dispositions générales à toutes les entreprises

Important : Dans l'ensemble du PGCSPS, les termes " Entreprise " et " Entrepreneur " désignent, qu'ils soient titulaire unique, Cotraitants ou Sous-traitants ; aussi bien les Travailleurs Indépendants que les Employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur le chantier.

0.4. Contraintes de l'opération et obligations de l'entrepreneur

Le respect du fascicule des règles générales de sécurité – Annexe 6 au CCAP N° DIRN-SPT-IECD-05.

Le respect de la notice d'exploitation sous chantier.

Tous les véhicules et engins doivent être équipés de signalisation réglementaire.

En cas de risque de noyage, l'entrepreneur doit prévoir le gilet de sauvetage et la bouée de sauvetage avec la ligne de jet.

L'aménagement et l'entretien des cheminements et des pistes provisoires pendant les travaux.

Il est strictement interdit d'empiéter sur le gabarit de circulation.

La mise en place de dispositifs pour contenir les projections.

L'entrepreneur doit mettre en place les moyens pour éviter les salissures de la voirie et prévoir le nettoyage régulier de la voirie salie.

La limitation des nuisances sonores.

La limitation de l'émission de la poussière.

La gestion des déchets.

La protection et le balisage des zones à risques.

Les têtes de talus doivent être balisées.

La gestion des eaux du chantier.

La tenue de la liste du personnel dans le registre de sécurité.

L'organisation régulière de réunions de sensibilisation à la sécurité type quart d'heure de sécurité, consigné dans le registre de sécurité de chaque entreprise.

En cas de constat de produit suspect, ne pas intervenir, alerter le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

1. Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable

1.1. Renseignements relatifs à la déclaration préalable

Catégorie d'opération

Opération de catégorie 2.

Localisation du chantier

Le réseau routier de la DIR Nord :

Districts de Lille

Districts de Reims – Ardennes

Districts de Laon

Districts du Littoral

Districts d'Amiens - Valenciennes

Objet des travaux

Prélèvements et Analyses de terres, boues, sédiments, eaux sur le réseau routier national géré par la DIR Nord

Maître d'ouvrage

Etat – Ministère du partenariat avec les territoires et de la décentralisation

Direction Interdépartementale des Routes du Nord

44 ter rue Jean Bart CS 20275 59019 LILLE cedex

Tel : 03 20 49 63 44

Entreprises titulaires

A renseigner ultérieurement.

Sous-traitants

A renseigner ultérieurement.

Coordonnateur SPS conception

CS-BTP

Centre d'Affaires Reims – Bezaunnes, 7 rue Pierre Salmon 51430 BEZANNE

Tel : 03 52 74 08 97

Conception : Hervé LIN-CHAN P : 06 18 99 28 73 hlinchan@csbtp.fr

Liste des lots

Lot n°1 : Prélèvements de terres, de boues, de sédiments et des eaux sur le réseau routier national de la DIR Nord

Lot n°2 : Analyses de terres, de boues, de sédiments et des eaux sur le réseau routier national de la DIR Nord

Organismes de prévention

Les organismes de prévention CARSAT, DDETSPP et OPPBTP sont ceux des départements ou des régions

1.2. Déclaration d'ouverture de chantier

La déclaration préalable du maître d'ouvrage ne dispense pas les entreprises de transmettre leur déclaration d'ouverture de chantier (D.O.C) respective aux organismes officiels de prévention (imprimé N° S6206 disponible à l'OPPBTP et au service de la CARSAT). La DOC est obligatoire pour l'employeur ayant au moins 10 salariés pendant plus d'une semaine, et moins de 10 salariés pendant plus d'un mois.

1.3. Urgences concessionnaires

GAZ : 0800 47 33 33

ENEDIS : 09 726 750 XX (XX correspond au département)

TELECOM : 1013

1.4. Réseaux des concessionnaires et exploitants de réseaux

L'entrepreneur doit se conformer au Décret N° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Le guichet unique : www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr

2. **Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'oeuvre en concertation avec le coordonnateur**

En dehors des mesures édictées dans le PGCSPS, les entreprises doivent consulter et respecter les consignes données par le maître d'œuvre.

2.1. Installations générales de chantier

La mise en place d'une base vie est obligatoire pour les interventions durant plusieurs jours.

L'entrepreneur doit prévoir un plan d'installation de chantier comportant :

La voie d'accès au chantier ; la signalisation temporaire ; la limite de chantier ; la base vie (positionnement, contenu quantitatif en sanitaires, vestiaires, WC, réfectoire) ; l'entrée et la sortie des engins et camions ; les circulations piétonnes ; le point de rencontre des secours et les voies d'accès des secours ; les zones de stockage des matériaux et produits ; la zone de manœuvre des engins ; la zone parking pour les engins ; les plans de phasage des travaux.

3. **Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent**

3.1. Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales

Accès du personnel au chantier

Le personnel des entreprises doit être en possession du badge PRO-BTP.

Stationnement

Le stationnement sur les plateformes aménagées par l'entrepreneur et les emprises neutralisées dans le cadre des travaux.

Cheminements

Les circulations piétonnes doivent être distinctes de celles des véhicules et matérialisées.

Les entreprises doivent maintenir les chemins d'accès, voies d'accès et de circulation, en parfait état, et mettre en œuvre toutes dispositions ou dispositifs pour ce faire.

Dispositions à prendre pour les livraisons

Chaque entreprise doit s'assurer à l'avance de l'adéquation du matériel de déchargement.

Règles de colisage et de palettisation à mettre en place puis à transmettre aux fournisseurs et sous-traitants pour que les opérations de déchargement soient réalisées à l'aide d'un engin disponible sur place.

Circulation interne des engins de chantier

Au fur et à mesure de l'avancement du chantier des réunions de coordination permettent d'organiser ou de réorganiser la circulation sur le chantier.

L'ensemble de la signalisation est soumis au visa du maître d'œuvre.

Les véhicules se déplaçant sur le chantier doivent être équipés d'un gyrophare et rouler phares allumés.

Les engins ne doivent en aucun cas rouler benne levée, un signal sonore ou lumineux doit équiper ce type d'engin :

Le voyant rouge sur le tableau de bord ; l'asservissement sur la vitesse (sur matériel neuf) ; l'interdiction de véhiculer une tierce personne, doit être scrupuleusement respectée, aucune dérogation n'est tolérée.

Signalisation temporaire

La signalisation temporaire d'approche et de position doit être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière : Livre I : signalisation des routes, livre II : signalisation des autoroutes définies par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée.

La vérification et l'entretien des dispositifs doivent être effectués deux fois par jour par l'entrepreneur, y compris les jours non travaillés. La tenue d'une main courante.

3.2. Conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles

Disposition pour éviter les interactions des engins et appareils de levage

L'acheminement d'un appareil de levage sur le chantier doit être préparé et organisé, notamment en matière d'interaction ou d'interférence.

Moyens de levage

Chaque appareil de levage ou de manutention doit être conforme aux dernières normes NF et EN en vigueur. La fiche d'identification fixée sur l'appareil, facilement lisible. Chaque entreprise utilisatrice doit fournir les justificatifs de conformité de ses appareils de levage ou de manutention. Les appareils sont installés sur un sol stabilisé.

L'utilisation en commun de moyen de levage et de manutention doit faire au préalable l'objet d'une convention.

Manutentions manuelles

Les manutentions manuelles sont limitées conformément à la réglementation. Les opérations de manutention doivent être organisées avec des effectifs suffisants ayant reçu une formation spécifique aux gestes et postures et équipé de protections individuelles réglementaires.

Les dispositifs mécaniques pouvant être employés pour limiter la manutention manuelle, sont précisés par l'entrepreneur. Il appartient aux employeurs conformément au code du travail, d'évaluer les risques des opérations de manutention et d'organiser les postes de travail, en mettant des aides mécaniques à disposition.

Autorisation de conduite

Salarié de l'entreprise :

Le chef d'entreprise délivre l'autorisation de conduite à son salarié et doit s'assurer que le salarié possède les aptitudes requises.

Location d'engin avec opérateur

Il appartient à l'entreprise utilisatrice de s'assurer que le conducteur est bien titulaire d'une autorisation de conduite délivrée par son employeur, et après information du conducteur sur les risques spécifiques liés au chantier, de lui délivrer une autorisation de conduite pour la durée de la mission.

Entreprise de travail temporaire

Si une entreprise fait appel à du personnel intérimaire pour des conduites d'engin, il appartient :

Au chef d'établissement de l'entreprise de travail temporaire de mettre à disposition de l'entreprise utilisatrice un conducteur reconnu apte médicalement et titulaire du CACES pour la catégorie d'engins concernée.

A l'entreprise utilisatrice de s'assurer que le conducteur d'engin mis à sa disposition est reconnu apte médicalement et est titulaire du CACES pour la catégorie d'engins et, après l'avoir informé des risques propres aux sites et aux travaux à effectuer, de lui délivrer une autorisation de conduite, pour la durée de la mission.

3.3. Délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses

L'éventuelle utilisation de produit dangereux doit être signalée lors de la phase de préparation de chantier, ou au plus tard lors de la visite d'inspection commune. Les produits dangereux sont soigneusement étiquetés.

Dans la mesure du possible ces produits seront remplacés par des produits moins dangereux.

L'entrepreneur doit communiquer au coordonnateur SPS les fiches de données de sécurité des produits utilisés. L'entrepreneur doit respecter scrupuleusement les consignes de sécurité et le mode d'emploi préconisés par le fabricant. L'entrepreneur doit préciser dans son PPSPS les consignes de sécurité à observer, les moyens de protections du personnel, les conditions de stockage et d'élimination.

Les produits doivent être soigneusement étiquetés et stockés dans un conteneur ventilé, bac, emprise clôturée, etc.

Une attention particulière doit être portée sur la compatibilité des produits chimiques différents en cas de juxtaposition ou de mélange. Tout mélange de produits est à éviter.

Les produits pétroliers sont stockés dans des réservoirs double peau.

Les rejets provenant des eaux de lavage chargées de produits chimiques notamment pour le nettoyage du matériel sont interdits, sauf mise en œuvre de bassins de décantation efficaces ou dispositif agréé.

Le travailleur doit être informé des risques encourus par la manipulation des produits dangereux.

3.4. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres

La mise en place d'un tri sélectif sur le chantier par l'entrepreneur. L'évacuation des déchets vers des centres agréés.

3.5. Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions pour prévenir le risque de pollution.

Les produits dangereux doivent être évacués vers un centre de stockage agréé. L'entrepreneur doit fournir les bordereaux de suivi des déchets.

Les produits doivent être soigneusement étiquetés et stockés dans un conteneur ventilé, bac, emprise clôturée, etc.

Une attention particulière doit être portée sur la compatibilité des produits chimiques différents en cas de juxtaposition ou de mélange. Tout mélange de produits est à éviter.

Le travailleur doit être informé des risques encourus par la manipulation des produits dangereux.

3.6. Utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale

Protections collectives

Maintenance des protections provisoires :

La mise en place d'une protection provisoire doit être mise avant l'apparition du risque.

Les protections collectives sont déposées seulement lorsque les risques sont éliminés.

Accès provisoires

Tout accès provisoire doit être conforme aux normes et règles de sécurité et en aucun cas être précaire dans sa conception et ses matériaux.

Electricité de chantier

Le personnel de chantier doit être titulaire de l'habilitation électrique.

Les portes des coffrets doivent être maintenues fermées.

La mise en service après le déclenchement d'un disjoncteur se fait par une personne possédant l'habilitation adéquate.

Les rallonges électriques doivent être vérifiées avant utilisation. La longueur des rallonges ne doit excéder 25 mètres. Il est strictement interdit d'installer des rallonges en série.

Les câbles électriques traversant la voirie doivent être protégés contre l'écrasement.

Les multiprises domestiques (couleur blanches) sont interdites.

Le groupe électrogène doit être mis à la terre.

3.7. Mesures prises en matière d'interactions sur le site.

Coactivité

Les entreprises doivent se concerter avant la prise de poste et définir la zone d'activité de chacune d'entre elle. Chaque atelier de travail doit être balisé.

Les manœuvres des engins doivent se faire avec l'aide d'un guide.

3.8. Modalités de coopération entre les entreprises et avec le coordonnateur SPS

Dans le souci de satisfaire à la lettre comme à l'esprit de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, la procédure suivante doit être respectée par l'entreprise :

- L'entreprise doit prendre contact avec le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant début de ses travaux pour réaliser l'inspection commune ;
- L'entreprise doit faire parvenir son PPSPS au coordonnateur SPS au moins 3 jours avant le début de ses travaux ;
- L'entreprise doit remettre le PPSPS après la visite d'inspection commune ;
- L'entreprise doit répondre par écrit aux observations du coordonnateur SPS et viser le registre journal sous 24 heures ;
- L'entreprise doit mettre en œuvre et appliquer les dispositions prises par le coordonnateur SPS pour le contrôle des accès au chantier ;
- L'entreprise doit désigner un interlocuteur privilégié pour le coordonnateur SPS ;
- Pour tous les travaux à risques particuliers, l'entreprise doit établir des modes opératoires et les communiquer au coordonnateur SPS, préalablement au démarrage des travaux concernés ;
- L'entreprise doit transmettre au coordonnateur SPS les fiches de données de sécurité des produits utilisés avant l'acheminement sur le chantier.

En cas de sous-traitance :

- L'entreprise qui souhaite sous-traiter ses travaux doit au préalable en informer le maître d'ouvrage (ou solliciter l'agrément de la maîtrise d'ouvrage) ;
- L'entreprise doit communiquer au coordonnateur SPS au moins 15 jours avant toute nouvelle intervention d'un sous-traitant : ses noms et qualités, la nature et la durée de ses activités ainsi que le nom, la fonction et les coordonnées du responsable des personnels chargés des travaux ;
- L'entreprise doit remettre à son ou ses sous-traitants un exemplaire du plan général de coordination ainsi qu'un document précisant ses propres mesures d'organisation générale ;
- L'entreprise doit remettre à son ou ses sous-traitants son propre PPSPS, le plan d'installation de chantier à jour et le plan de circulation à jour ;
- L'entreprise doit participer à chacune des inspections communes de ses sous-traitants ;
- A l'issue de ces inspections communes, l'entreprise doit apporter son appui technique à chacun de ses sous-traitants pour adapter leur PPSPS à la réalité et aux exigences du chantier ;
- L'entreprise doit apporter son appui technique au coordonnateur pour faire évoluer les PGC en fonction de la nature des activités de ses sous-traitants.

En cas de sous-traitance non connue ou non agréée par le maître d'ouvrage, le coordonnateur pourra expulser le sous-traitant du chantier.

3.9. Horaires de chantier

L'amplitude horaire du chantier est précisée par l'entrepreneur avant le démarrage des travaux.

3.10. Modes opératoires

L'entrepreneur doit communiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur ses modes opératoires détaillés et préciser les dispositifs de protection des travailleurs pendant les phases des études.

3.11. Protection incendie

L'entrepreneur s'engage à débarrasser ou protéger tous matériaux pouvant brûler se trouvant dans le rayon du poste de travail par point chaud.

L'entrepreneur doit veiller à disposer d'au moins un extincteur à proximité du poste de travail par point chaud et par zone de stockage. Le type d'extincteur doit être approprié aux risques.

Une vérification des zones où les travaux par point chaud ont été effectués doit être faite par le personnel avant de quitter le chantier.

Les véhicules et engins doivent être équipés d'un extincteur.

3.12. Intoxications d'origines diverses

Afin de prévenir les risques d'intoxications, l'entrepreneur doit indiquer dans son PPSPS les modes opératoires dans la mise en œuvre des produits qu'il envisage d'utiliser sur le chantier et prendre les mesures de prévention relatives aux tâches.

3.13. Bactéries et virus

Le travailleur doit prendre les précautions suivantes : Ne pas manger ni boire ; le port de gants étanches ; le lavage des mains, des membres et du visage ; le changement des vêtements.

3.14. Encadrement des travailleurs

Tous les ouvriers du chantier sont encadrés par une personne " responsable " et présente physiquement sur le site, qui veille au respect des conditions de sécurité du travail, du PPSPS et du PGCSPS.

Le nom du responsable doit figurer dans le PPSPS de l'entreprise.

3.15. Désignation d'un chargé de l'hygiène, de sécurité et de l'environnement

L'entrepreneur doit désigner avant le début des travaux, une personne qui est chargée de l'hygiène, de la sécurité et de l'environnement.

Le chargé de l'hygiène, de la sécurité et de l'environnement a pour tâche de veiller à l'organisation, à la mise en place des mesures et des moyens suivants :

Les mesures définies au présent PGCSPS ;

Les moyens définis par le titulaire et ses sous-traitants dans leur PPSPS ;

Le contrôle régulier des protections collectives, des affichages, des boîtes de première urgence ;

Le port des protections individuelles des intervenants ;

La propreté du chantier, des locaux et de la voirie empruntée ;

Le rangement ;

L'organisation des interventions des corps d'états, dans le respect des principes généraux de prévention ;

L'information aux intervenants des consignes de sécurité ;

Le contrôle des nuisances éventuelles environnementales, notamment le bruit et les vibrations.

En outre, le chargé de l'hygiène, de la sécurité et de l'environnement doit assister aux réunions de chantier, aux réunions et aux visites organisées par le coordonnateur SPS.

3.16. Agent de trafic

L'entrepreneur doit désigner un agent de trafic chargé d'assister les chauffeurs de camions et d'engins dans les manœuvres et au moment de l'entrée et de la sortie du chantier. L'agent de trafic doit être formé pour cette tâche.

3.17. Aptitudes du travailleur

Le travailleur doit être reconnu apte médicalement et professionnellement à effectuer le travail et à utiliser le matériel qui lui est confié. Le travailleur doit être titulaire du certificat d'aptitude médicale. Le chef d'entreprise assure la formation de son salarié sur l'utilisation du matériel et l'information sur les risques liés à l'utilisation du matériel et au poste de travail. Le chef d'entreprise doit prendre en compte la capacité du salarié à effectuer la tâche afin de préserver sa sécurité, sa santé et celles de ses compagnons.

3.18. Travail isolé interdit

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun personnel ne travaille isolément en un point où il ne peut être secouru à bref délai, notamment pour les travaux en sous- sols, etc.

Les Entreprises intervenantes, comme l'exigent les Règlements de Sécurité, désignent deux ouvriers pour tout travail isolé, même s'il n'en nécessite qu'un seul à ce poste.

3.19. Habilitation électrique

L'habilitation électrique du personnel conformément à la norme NFC 18-510.

3.20. Compétences AIPR

L'employeur délivre l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR), selon les trois catégories de personnes : concepteur ; encadrant ; opérateur.

3.21. Travaux en milieu confiné et formation CATEC

Le personnel encadrant et les opérateurs qui sont amenés à travailler en milieu confiné doivent justifier de la formation CATEC.

Le choix des méthodes d'exécution des travaux en milieu confiné se fait en fonction des risques prévisibles.

L'entrepreneur doit prévoir les équipements de protection individuelle adaptés aux risques.

L'entrepreneur doit prévoir les détecteurs de gaz sur les opérateurs.

Les moyens d'acheminement du matériel et des matériaux sont à étudier par l'entrepreneur.

Il est interdit :

- De fumer ni d'allumer du feu dans le milieu confiné.
- D'utiliser le chalumeau si les conditions techniques le permettent.
- D'utiliser des produits contenant du solvant et d'une manière générale les produits toxiques.

3.22. Autorisation de conduite

L'employeur doit s'assurer de la compétence de son personnel avant de lui confier un engin, une machine, un appareil de levage ou une machine automatisée. L'employeur assure la formation de son personnel et lui délivre l'autorisation de conduite. Les autorisations de conduite doivent être disponibles sur le chantier sur le chantier.

3.23. Utilisation des engins de chantier

La conduite des véhicules et engins ne peut être confiée qu'à des personnes reconnues aptes médicalement et munies :
D'une autorisation de conduite correspondant à la catégorie du matériel utilisé ;
D'une autorisation de conduite correspondant à la catégorie d'engin suivant le Décret N°98-1084 du 2 décembre 1998 et la recommandation CRAM n° R 372 adoptée par le CNT – BTP.

Les véhicules et engins de chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée ou les pistes de circulation doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 8ème partie : Signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

Ces feux sont soit des feux tournants ou à tube de décharge, soit des feux clignotants ; ils émettent une lumière jaune. En aucun cas, le nombre de feux spéciaux montés sur les véhicules ne doit excéder quatre feux tournants ou à tube de décharge et quatre feux clignotants. Cette disposition permet d'éviter les nuisances visuelles des usagers.

Le contenu des normes NF E 58.050 et suivantes précise les équipements dont doivent être munis les engins de terrassement et en définit les caractéristiques. (c.f. fiche de sécurité OPPBTP n° D 101 C.D.U. 621.879)

En fonction de leur utilisation, l'entrepreneur définit les postes où les engins sont obligatoirement dotés de structures de protection au retournement et de structures contre les chutes d'objets.

3.24. Protection et balisage

L'entrepreneur doit assurer la protection et le balisage des points singuliers sur lesquels il est, soit intervenu, soit en cours d'intervention lorsque ceux-ci peuvent entraîner des risques pour la sécurité des personnes ou la circulation des véhicules et des engins. Ces balisages doivent être visibles de jour comme de nuit par des dispositifs rétro réfléchissants.

3.25. Protections collectives

La mise en place des protections collectives nécessaires à tous les travaux est à la charge de l'entreprise titulaire (entreprise qui crée le risque) qui en assure leur maintenance pendant toute la durée de son intervention et le maintien jusqu'à la disparition du risque.

Les protections collectives sont installées avant l'apparition du risque et déposées lorsque le risque est éliminé.

3.26. Protections propres aux entreprises

Dans le cas où le titulaire fait appel à des sous-traitants chaque entreprise doit assurer la mise en place des protections spécifiques et nécessaires à ses travaux, hormis dans le cas de moyens mis en commun.

3.27. Protections individuelles

Le port de la protection individuelle doit être adapté à la tâche à effectuer, à l'outillage utilisé, aux produits utilisés et à l'environnement du poste de travail.

Les équipements obligatoires sont à fournir par chacune des entreprises contractantes.

L'entrepreneur doit veiller à ce que leur personnel soit équipé et utilise les équipements de protection individuelle prévus à leur activité.

Chaque entreprise doit préciser l'affectation des équipements personnels destinés à prévenir les risques d'accidents tels que : Les vêtements haute visibilité au moins classe 2 le jour et classe 3 la nuit, le casque, les chaussures ou bottes de sécurité, le harnais de sécurité pour opération ponctuelle, les lunettes, les gants, les masque respiratoire, les genouillères, etc. Le port du gilet de sauvetage est obligatoire en cas de risque de noyade.

Les équipements doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

3.28. Bruit

Toutes les dispositions doivent être prises (organisation du chantier, démarche de sensibilisation du personnel etc.) pour réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques disponibles afin de ne pas exposer les travailleurs et les occupants à des niveaux de bruit incompatibles avec leur santé et respecter les exigences du code du travail.

La limitation des bruits de chantier doit être traitée par les entrepreneurs dans le strict respect de la législation en vigueur et notamment la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 y compris ses décrets et arrêtés d'application.

3.29. Nuisances atmosphériques et environnementales

L'entrepreneur doit mettre en place tous les moyens appropriés pour assurer la propreté permanente de la voirie empruntée et éviter l'émission de poussière par :

La mise en place d'un dispositif de lavage des pneus ;

Le nettoyage de la chaussée autant de fois que nécessaire ;

La pose d'une bâche sur la benne pendant le transport des matériaux ;

L'arrosage par temps sec.

3.30. Conditions météorologiques

L'entrepreneur doit prendre connaissance des prévisions météorologiques auprès d'un service agréé (Météo France). En fonction des prévisions annoncées, en fonction de la situation avant et pendant les travaux ; après une analyse des risques, certaines tâches ne peuvent pas s'effectuer ou bien se poursuivre lorsque les conditions optimales de sécurité ne sont pas remplies.

3.31. Conformité du matériel et de l'outillage

L'entrepreneur doit s'assurer et vérifier que le matériel et l'outillage soient conformes aux normes françaises ou européennes en vigueur.

Tout matériel installé doit être robuste dans sa conception.

3.32. Produits hydrocarbures

Les réservoirs d'hydrocarbures doivent être posés dans un bac de rétention de sécurité conformément à la réglementation. L'étiquetage des consignes doit être visible. Le rejet dans la nature est interdit.

3.33. Matériaux contenant de l'amiante

Sans objet.

3.34. Matériaux contenant du plomb

Sans objet.

3.35. En cas de découverte d'engin de guerre

- Faire cesser immédiatement le travail dans un rayon de 100m ;
- Ne pas toucher l'engin suspect ;
- Ne pas le déplacer ;
- Mettre en place un balisage périmétrique comportant la mention « DANGER – INTERDICTION d'ACCES » ;
- **Contactez la préfecture du département ;**
- Ne pas ébruiter la découverte et faire surveiller le site ;
- Informer le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

3.36. Analyse des risques

L'entrepreneur définit ses méthodes en fonction des contraintes du site et des tâches à effectuer. L'entrepreneur définit ensuite les solutions à envisager ainsi que les modes opératoires. L'analyse des risques se fait sur les bases suivantes :

Les tâches ;

Les moyens ;

Les risques prévisibles propres ;

Les risques prévisibles exportés ;

Les risques prévisibles importés ;

Les mesures de sécurité à prendre ;

La simultanéité et la succession des travaux ;

Les risques liés à l'environnement.

3.37. Énoncé des risques et mesures de prévention et sujétions

Une bonne préparation des interventions est une condition primordiale pour un bon déroulement du chantier.

La liste ci-dessous constitue une base de réflexion pour l'entrepreneur. Il lui appartient d'établir une analyse précise des risques en fonction des méthodes et des moyens employés afin de définir les mesures de prévention.

L'échange mutuel des numéros de téléphone portable entre le responsable de chantier et les chauffeurs de camions et d'engins.

Le plan d'installation de chantier adressé aux chauffeurs de camions et engins ainsi qu'aux prestataires.

L'accueil des chauffeurs de camions et engins ainsi que des prestataires.

Le plan de circulation et d'accès adressé aux chauffeurs de camions et d'engins ainsi qu'aux prestataires.

Le plan de prévention adressé aux chauffeurs de camions et engins ainsi qu'aux prestataires.

Le protocole de livraison et d'enlèvement établi pour les chauffeurs de camions et d'engins.

L'accueil des travailleurs et la visite commune du chantier.

Le présent PGC et le PPSPS commentés aux travailleurs.

Le quart d'heure de sécurité avant de débiter une nouvelle tâche ou une nouvelle zone.

Le personnel ayant reçu une formation sur la réalisation de la tâche et sur l'utilisation du matériel qui lui est confié.

L'habilitation électrique pour le personnel ayant à travailler au voisinage ou sur les organes électriques.

L'utilisation du matériel conforme à la réglementation.

L'utilisation du matériel conformément aux prescriptions du fabricant.

La vérification du matériel avant son utilisation.

La communication entre les entreprises.

Les blessures des personnes extérieures :

La protection des tiers, la clôture, les barrières.

L'établissement d'une zone d'exclusion de sécurité.

La désignation d'un agent pour assister le chauffeur de camion et d'engin pendant les manœuvres.

L'interdiction d'empiéter sur les zones privatives et dans le gabarit de circulation.

L'accident de circulation :

La diffusion du plan de circulation de chaque phase des travaux aux intervenants.

La fermeture du chantier, le barrage de la route bien visible par des dispositifs rétro réfléchissants.

La désignation d'un agent de trafic.

L'organisation des rotations des camions afin d'éviter les attentes en zones dangereuses.

La réalisation du cheminement des piétons indépendant de la circulation des engins.

Les gyrophares et feux allumés pour tous véhicules et engins en mouvement.

Le matériel défectueux :

Le contrôle du matériel avant son utilisation. Les vérifications techniques à jour.

La glissade, le déséquilibre, les températures extrêmes. Le balancement de charge, la chute :

Le déneigement et le salage.

L'arrêt de tâche justifié par les conditions météorologiques extrêmes (vigilance orange, forte pluie, verglas, neige, froid, chaleur, vent fort, baisse de la visibilité par le brouillard).

Le renversement d'engin :

Le balisage des zones non stabilisées. La plateforme aménagée et stabilisée.

La maîtrise des engins :

La formation et les autorisations de conduite.

L'entrée des personnes étrangères :

La clôture et le balisage de la zone des travaux. Les panneaux « chantier interdit au public » en quantité suffisante. La fermeture du chantier.

L'environnement dans lequel se trouve le chantier :

Le nettoyage de la chaussée et des zones empruntées, autant de fois que nécessaire.

Les réseaux existants. L'électrification, l'incendie, l'explosion :

Le balisage des tampons non circulables. Le repérage et le piquetage des réseaux. La désignation d'un agent pour assister le chauffeur d'engin.

Le portique visuel près de la ligne électrique aérienne.

La distance minimale de sécurité de 5 mètres par rapport à une ligne HTB.

La distance minimale de sécurité de 3 mètres par rapport à une ligne HTA.

Les lombalgies d'effort :

L'aide à la manutention : Le monte matériaux, la grue, le treuil, l'élingage, etc.

Le respect des valeurs limites fixées 25Kg/personne pour le port manuel des charges, l'utilisation du chariot.

Choisir la manutention mécanique, y compris pour les petites tâches.

La chute de plain-pied :

Le nettoyage et le rangement du chantier. Le ramassage des chutes de matériaux. L'aménagement des cheminements.

L'écrasement :

Le calage de tous les matériaux pouvant rouler. Le balisage des ateliers de travail.

Renversement des charges :

Le rangement sur une plateforme stabilisée, horizontale.

La chute d'objet, la chute de charge :

Le rangement stable des matériaux et du matériel. La préparation du mode opératoire, l'élingage des éléments. Le contrôle des élingues. Ne pas se placer sous une charge ni dans le champ de basculement des engins. La superposition des tâches interdite, l'organisation des tâches.

La destruction des ouvrages existants :

La protection des ouvrages par un platelage, un écran. La pose de dispositifs visuels. Le piquetage.

La coupure, l'écrasement, le heurt, la projection :

Les EPI normalisés (Les gants, le casque, les chaussures de sécurité, le masque respiratoire filtrant, les lunettes).

Le bruit :

L'utilisation du matériel le moins bruyant et conforme à la réglementation. Les protections auditives normalisées.

Les TMS :

L'ergonomie gestuelle.

L'aménagement du poste de travail.

Les poussières :

L'arrosage par temps sec.

Le masque respiratoire filtrant.

Les projections, l'éclatement de durite :

Les lunettes. Le masque facial. Le masque respiratoire. Les vêtements à manches longues.

L'électrification :

L'habilitation électrique du personnel (NFC 18-510).

Le groupe électrogène mis à la terre.

Le portique visuel près de la ligne électrique aérienne.

La distance minimale de sécurité de 5 mètres par rapport à une ligne HTB.

La distance minimale de sécurité de 3 mètres par rapport à une ligne HTA.

Le heurt, la chute, la blessure :

Le signalage par des dispositifs rétro réfléchissants, la clôture et le balisage des zones à risque ainsi que des obstacles.

La protection des éléments saillants.

Les produits dangereux :

D'abord, éviter les produits dangereux ou choisir les produits les moins dangereux. La connaissance des données de sécurité sur les produits employés (étiquetage, fiche toxicologique, FDS...). Acheminer les produits dangereux par petites quantités.

Les bactéries et virus :

Les vaccins à jour. Le port des gants étanches et du masque respiratoire. Ne pas manger ni boire. Se laver les mains, les bras et le visage. Le changement des vêtements. Les vêtements sales dans un sac indépendant.

L'incendie :

La mise à disposition d'un extincteur pour travaux par point chaud et lors de l'utilisation de machine à moteur thermique.

Acheminer les produits inflammables par petites quantités.

Eviter de stocker les matériaux inflammables dans les locaux.

La connaissance du classement au feu des matériaux situés à proximité du poste de travail.

Le nettoyage de la zone des herbes sèches, etc.

L'arrêt des travaux par point chaud au moins une demi-heure avant de quitter le chantier.

Le contrôle avant de quitter le chantier.

Les véhicules et engins équipés d'un extincteur.

La pollution environnementale :

Le kit antipollution.

Le tri sélectif des déchets.

Les huiles et hydrocarbures dans un bac de rétention de sécurité.

L'approvisionnement des produits dangereux au strict besoin journalier, les récipients stables, la bâche de protection contre la projection et le renversement.

Le traitement des eaux avant rejet.

Les travaux de nuit et lorsque la luminosité baisse :

Le port de vêtement classe 3.

L'éclairage des cheminements et des zones de travail. Prévoir les sources d'énergie.

Les moyens de secours :

L'organisation des secours avant de débiter les travaux, le secouriste, les moyens sûrs d'accès et d'évacuation, le téléphone à disposition.

L'affichage des numéros de téléphone d'urgence et ceux des concessionnaires.

La trousse de premier secours à disposition.

4. Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

4.1. Occupation du domaine public

L'entrepreneur doit demander un arrêté d'occupation du domaine public auprès de l'autorité compétente investie du pouvoir de police de la circulation lorsque l'intervention nécessite la neutralisation temporaire du trottoir, d'espace public ou de la chaussée et le stationnement en dehors de parkings. L'arrêté doit être affiché sur le lieu de l'intervention.

Toute création d'accès est soumise à l'accord de l'autorité compétente.

4.2. Protection des tiers

La mise en place de clôtures, de barrières et d'écrans pour interdire l'accès des personnes étrangères au chantier et de contenir les éventuelles projections ainsi que les autres risques exportés.

4.3. Gabarit de la circulation

Toute installation de matériel ne doit pas empiéter sur le gabarit de la circulation.

4.4. Travaux concomitants

Les éventuels travaux concomitants seront renseignés dès que la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS seront informés.

4.5. Circulation automobile des usagers et signalisation temporaire

L'entrepreneur doit se conformer à l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière : Livre I, signalisation des routes, Livre 2 signalisation des autoroutes définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée, lors de la mise en place et la dépose de la signalisation temporaire ainsi qu'à leur entretien.

4.6. Travaux à proximité de la voie circulée

Avant le début des travaux, l'entrepreneur doit mettre en place les dispositifs de protections contre le risque de heurt avec la circulation automobile au droit des zones en travaux.

5. Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

5.1. Locaux du personnel

Les installations sanitaires, restauration et hébergement doivent être conformes aux articles R.4228-1 à R.4228-37 et R.4225-7 du code du travail.

Afin de maintenir les locaux dans de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité, les installations du personnel doivent être nettoyées par un prestataire de service.

La surface minimale est de 1.5m²/personne.

Les communications entre les vestiaires, sanitaires et réfectoire doivent impérativement se faire par les dégagements clos et chauffés.

Les équipements suivants sont impérativement requis :

Un lavabo pour 10 personnes pourvu d'eau potable ;

Le local vestiaire comportant des chaises et des patères et quantité suffisante ;

Un WC et un urinoir pour 20 personnes ;

Une douche avec de l'eau mitigée pour 10 personnes ;

La mise à disposition d'eau potable ;

Un réfectoire comportant une table, des chaises, un meuble de rangement, un évier, un micro-onde, un frigo, et 2 prises de courant ;

L'approvisionnement en consommables (savon, papier) ;

De quoi sécher les vêtements ;

Un dispositif de lavage des bottes ;

L'ensemble est raccordé aux réseaux d'eau potable, d'électricité et d'assainissement suivant la rubrique installations de chantier.

Les locaux destinés au personnel féminin, comprenant un bloc sanitaire et des vestiaires distincts des installations masculines.

Un récipient pour garnitures est mis à disposition dans le WC.

En fonction du phasage des travaux, l'installation d'un bloc sanitaire de proximité comprenant au moins un WC et un lave mains ainsi que les consommables, le raccordement aux réseaux si possible.

L'installation d'un extincteur de 6 litres est obligatoire dans les vestiaires et le réfectoire.

Les locaux doivent être éclairés, ventilés et chauffés.

Une clé est remise à chaque participant de l'opération.

Les installations du personnel sont mises à la disposition des sous-traitants.

Elles restent en place jusqu'à l'achèvement complet des travaux.

L'accès et le cheminement aux locaux réservés au personnel doivent être distincts du chantier et matérialisés.

Eau potable

Dans le cas où le raccordement à un réseau d'eau potable n'est pas possible en l'absence de réseaux à proximité du chantier, l'entrepreneur doit mettre à la disposition du personnel des bouteilles d'eau POTABLE en quantité suffisante.

Eau pour l'hygiène

Dans le cas où le raccordement à un réseau d'eau n'est pas possible en l'absence de réseaux à proximité du chantier, l'entrepreneur doit mettre à la disposition du personnel une citerne d'eau.

Le nettoyage du chantier et de la base vie se fait quotidiennement.

6. Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

6.1. Services de secours et hôpital

POMPIERS	18
SAMU	15
GENDARMERIE	17

HOPITAL

Indiquer l'hôpital le plus proche du chantier.

6.2. Affichages des consignes de sécurité et des numéros d'urgence

Le panneau d'affichage des consignes de sécurité (affiches de l'INRS ou de l'OPPBTP) est placé de manière bien visible.

Le panneau des consignes de premiers secours en cas d'urgence est affiché à proximité immédiate du panneau des consignes de sécurité désigné ci-dessus.

Les numéros de téléphone d'urgence des concessionnaires à proximité du poste téléphonique.

Les points de rencontre des secours : La pose des panneaux PRS numérotés.

6.3. Accès des secours

La pose des panneaux accès chantier.

6.4. Boîte à pharmacie

Chaque entreprise présente sur le site doit disposer d'une trousse de secours dans son véhicule.

En outre, l'entrepreneur doit mettre à disposition une trousse de première urgence dans le réfectoire.

La trousse complète, à jour au niveau des dates de péremptions et vérifiée régulièrement.

6.5. Téléphone de chantier

Chaque entrepreneur doit s'assurer que le personnel dispose du téléphone portable.

6.6. Organisation des secours

L'accès et les circulations du chantier doivent pouvoir être dégagés immédiatement en cas d'intervention des secours.

Chaque entreprise, conformément à la législation doit dans ses équipes de travail disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail, formés ou recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

La trousse de première urgence à proximité immédiate.

Le secouriste du travail.

Le téléphone portable sans restriction d'appel parmi le personnel.

6.7. En cas d'accident

Faites le **18** ou le **15**

Dites **chantier sur** (*indiquer le lieu*)

Indiquer le point de rencontre des secours

Préciser la nature de l'accident

(Par exemple : Eboulement, asphyxie, chute...)

...et la position du blessé (par exemple : Le blessé est sur un talus, il est au sol ou dans une fouille...)

...et s'il y a nécessité de dégagement.

Signaler le nombre de blessés et leur état

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un saigne et un autre ne parle pas.

Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : Premiers soins, bouche à bouche...

Fixer un point de rendez-vous

Et envoyer quelqu'un au point pour guider les secours.

(Le point ou les points de rassemblement prévu au plan d'installation de chantier est privilégié)

Faites répéter le message. Ne raccrochez pas le premier.

SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL : Une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou sur leur tenue de travail.

7. Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants

7.1. Livreurs et prestataires de service

Les intervenants doivent se communiquer mutuellement les numéros de téléphone portable. Un plan de prévention doit être établi par l'entreprise qui fait appel au livreur et prestataire de service. Les consignes de sécurité sont passées aux livreurs et prestataires de service avant leur arrivée sur le chantier. Un plan de circulation et le plan d'installation de chantier sur lequel figurent au moins le lieu de stationnement et le lieu de déchargement est remis aux fournisseurs et prestataires de service par l'entrepreneur. Les fournisseurs et prestataires de service doivent être accueillis sur le chantier par l'entreprise qui leur fait appel.

7.2. Nouveaux arrivants

Les nouveaux arrivants doivent être accueillis et doivent prendre connaissance des consignes spécifiques au chantier, préalablement à leur intervention sur le chantier. Un livret d'accueil doit leur être remis par le titulaire.

Les nouveaux arrivants doivent être associés aux réunions de sécurité organisées par l'entrepreneur.

Les points suivants doivent être abordés :

- La présentation générale des travaux à réaliser ;
- Les consignes générales ;
- Les consignes en cas d'accident ;
- Le point de rencontre ;
- Les accès ;
- Les cheminements des piétons et des véhicules ;
- Le port des EPI adaptés à la tâche à effectuer ;
- La coactivité et les intervenants des autres corps d'état ;
- Les interactions avec les travailleurs des entreprises extérieures ;
- Les éventuels travaux concomitants ;
- Les risques propres, les risques importés et les risques exportés ;
- Les installations de chantier.

7.3. Personnel intérimaire

L'entreprise employant du personnel intérimaire et des travailleurs sociaux doit s'assurer :

- Que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est affecté ;
- Que le personnel a reçu la formation au poste qui lui est affecté ;
- Que le personnel a reçu la formation sur le matériel qui lui est mis à disposition ;
- Que le certificat d'aptitude médicale pour la profession déterminée a bien été délivré ;
- Que le salarié soit en règle administrative (carte de travail, carte de séjour, etc.) ;
- Que le salarié soit intégré au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (accès aux vestiaires, réfectoire, sanitaires etc.) ;
- Que le salarié a reçu une formation pratique appropriée en matière de sécurité et des contraintes de l'opération en matière d'environnement.

7.4. Travailleurs détachés

L'entreprise qui fait appel à des travailleurs détachés doit se conformer aux lois françaises en vigueur. L'entreprise doit en informer le maître d'ouvrage et fournir les pièces administratives requises.

7.5. Sujétions dues à la présence simultanée d'entreprises différentes sur le chantier

Les entreprises sont tenues de participer aux réunions de chantier pendant lesquelles la coordination de sécurité est abordée, notamment en ce qui concerne :

- Le calage permanent du calendrier d'exécution ;
- L'organisation de la coactivité ;
- L'organisation de la circulation ;
- L'analyse des mesures de sécurité en cours et la définition des mesures à observer ;
- L'intervention de nouvelle entreprise.

8. Annexe : matériel, documents et affichages sur le chantier

L'affichage de la déclaration préalable.

L'affichage des panneaux « chantier interdit au public ».

L'affichage des consignes en cas d'accident.

L'affichage des coordonnées de la DDETSPP, de la CARSAT et de l'OPPBTP.

L'affichage des horaires de travail.

L'affichage du plan d'installation de chantier actualisé.

Les DICT et les réponses.

Le présent PGC.

Les PPSPS des entreprises titulaires et des sous-traitants.

Les contrats de sous-traitance.

Les autorisations de conduite d'engins.

Les notices de montage et d'utilisation du matériel.

Le registre des examens et vérifications périodiques.

Les autorisations de circuler sur autoroute.

La liste du personnel.

Le registre d'accueil du personnel.

Le registre d'observation à la disposition des travailleurs.

La trousse de première urgence (révisée régulièrement) dans les locaux du personnel et bureau du chef de chantier.

Les extincteurs dans les locaux du personnel, les bureaux, les zones de stockage, sur chantier.

Le téléphone fixe ou le téléphone portable parmi le personnel.

FIN DU PGCSPS.